



JPS CONTRÔLE

Agence Rouen Normandie
125 avenue Edmund Halley
Bâtiment Saint Exupéry II
76800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY
Tel : 01 43 34 18 31

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

56 rue de Lille
75007 PARIS

A l'attention de Monsieur Julien CHOPARD
julien.chopard@caissedesdepots.fr

Références :

Affaire n°02 23 76 0137 2 1
Chrono RJ n 003 - PGC Conception - DR CDC

COORDINATION SECURITE PROTECTION SANTE

REGISTRE JOURNAL

Suivant Article R. 4532-38 du Code du Travail

MARCHÉ 202110072 - ROUEN - RÉAMÉNAGEMENT DIRECTION RÉGIONALE RUE JEANNE D'ARC 7bis, rue Jeanne d'Arc 76000 ROUEN

☒ Extrait du registre journal

30/06/2024

<input checked="" type="checkbox"/> CONCEPTION	<input type="checkbox"/> REALISATION	<input type="checkbox"/> RECEPTION
<i>Chapitre</i> Analyse/revue de projet DIUO	<i>Chapitre</i> IC Harmonisation des PPS PS CR Intervention	<i>Chapitre</i> DIUO Final
<i>Version</i>	<i>Nb</i>	<i>Version</i>
<input checked="" type="checkbox"/> PGC 1		
Courrier	Courrier	Courrier

Coordonnateur SPS :
Fabrice DELAUNAY

07 71 92 24 82
fabrice.delaunay@jps-controle.fr



Diffusion :

Nom	Société	E-mail
CHOPARD Julien	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	julien.chopard@caissedesdepots.fr
ROUYER Benjamin	D2P CONSEIL	benjamin.rouyer@d2pconseil.com

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

MAÎTRE D'OUVRAGE
CAISSE DES DEPOTS ET
CONSIGNATIONS
56 rue de Lille
75007 PARIS

MAÎTRE D'ŒUVRE
AME ARCHITECTURE
39 Avenue Pierre 1er de Serbie
75008 PARIS

COORDONATEUR SPS
JPS CONTROLE
125 avenue Edmund Halley
Bâtiment Saint Exupéry II
76800 SAINT ETIENNE DU
ROUVRAY

Mise à jour du document :

Indice	Date	Objet de la version / mise à jour	Rédacteur
1	30/06/2024	Version 1	DELAUNAY Fabrice

PRÉAMBULE

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants.

Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier. A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

RAPPEL DES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

Articles L4121-1 à 5 et L 4531-1 du Code du Travail

1. Éviter les risques
2. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
3. Combattre les risques à la source.
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique.
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux.
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail.
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle.
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Le coordonnateur SPS exclura du chantier toute entreprise intervenante n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis son plan particulier de protection de la santé (PPSPS).

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX INTÉRESSANT LE CHANTIER
 - 1.1. GÉNÉRALITÉS
 - 1.2. PRÉSENTATION DU PROJET
 - 1.3. PRÉSENTATION DES INTERVENANTS
2. CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR
 - 2.1. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES
 - 2.2. PRÉSENCE DES MATÉRIAUX OU MATÉRIELS À RISQUES PARTICULIERS
 - 2.3. ACCÈS AU CHANTIER
 - 2.4. ORGANISATION DU CHANTIER
 - 2.5. CANTONNEMENT
 - 2.6. ALIMENTATION EN ÉNERGIE ET FLUIDES
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR
 - 3.1. ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES
 - 3.2. MANUTENTIONS ET APPROVISIONNEMENT
 - 3.3. LIVRAISON ET STOCKAGE DES MATÉRIAUX
 - 3.4. GESTION DES DÉCHETS ET ENLEVEMENT DES MATÉRIAUX DANGEREUX
 - 3.5. PROTECTIONS COLLECTIVES
 - 3.6. MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTIONS SUR LE SITE
4. INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION
 - 4.1. RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE
 - 4.2. EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES
 - 4.3. SITE EN EXPLOITATION
5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS
 - 5.1. SUIVANT ARTICLE R. 4532-6 DU CODE DU TRAVAIL
 - 5.2. ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE
 - 5.3. PGC
 - 5.4. INSPECTION COMMUNE (IC)
 - 5.5. PPSPS
 - 5.6. DÉCLARATION DE SOUS-TRAITANT
 - 5.7. TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS
6. MOYEN DE SECOURS
 - 6.1. ORGANISATION DES SECOURS
 - 6.2. SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL
 - 6.3. MATÉRIELS DE SECOURS
 - 6.4. DÉCLARATION EN CAS D'ACCIDENT OU INCIDENT
7. LISTE DES ANNEXES

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. GÉNÉRALITÉS

1.1.1. Catégorie de l'opération

Le Maître d'Ouvrage a classé la présente opération en Mission CSPS niveau 2 (Art. R.4532-1 et R.4532-42 du Code du Travail).

1.2. PRESENTATION DU PROJET

1.2.1. Projet

Le projet consiste en la réalisation des travaux de réaménagement et de modernisation du R+4 et R+5 de la Direction Régionale Normandie

1.2.2. Accès au chantier

Le site concerné par les travaux est accessible depuis la Rue Jeanne d'Arc

1.2.3. Description des travaux

Les travaux sont décrits dans les C.C.T.P. du Dossier de Consultation des Entreprises établi par la Maîtrise d'Oeuvre.

1.2.4. Calendrier travaux - Prévision effectifs

Le délai global des travaux est établi sur 8 mois.

Les effectifs moyens prévisibles sont de 6 personnes/jours.

1.2.5. Déclaration préalable

La déclaration préalable est mise en place au dépôt du permis de construire (phase conception) par le Maître d'Ouvrage, il peut être aidé par le Coordonnateur SPS, le Maître d'Ouvrage effectue la diffusion aux organismes de prévention, une mise à jour sera effectuée au démarrage des travaux (phase réalisation). Art. R.4532-2 Art.R.4532-3.

1.2.6. Mode de consultation

Le mode de consultation des entreprises pour l'opération est effectué en lots séparés.

1.2.7. Liste des Lots

Le marché se décompose en 7 lots répartis comme suit :

PREPARATION / INSTALLATION DE CHANTIER / DEMOLITION

PLATRERIE / FAUX PLAFONDS / CLOISONS / MENUISERIE INTERIEURE

RETELEMENTS DE SOLS / FAIENCE

PEINTURE / SIGNALÉTIQUE

ELECTRICITE

CVC / PLOMBERIE

MOBILIER

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération par le Coordonnateur SPS.

1.3. PRESENTATION DES INTERVENANTS

1.3.1. Liste des Intervenants

Maître d'Ouvrage :

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS 56 rue de Lille 75007 PARIS ,
Monsieur CHOPARD Julien, 06 30 94 96 72, julien.chopard@caissedesdepots.fr
Monsieur ROUYER Benjamin, 07 61 65 14 83, benjamin.rouyer@d2pconseil.com

Maître d'Oeuvre :

AME ARCHITECTURE 39 Avenue Pierre 1er de Serbie 75008 PARIS

Contrôleur technique :

APAVE ,

Madame ANGER Laura, 06 21 69 12 80, laura.anger@apave.com

Coordonnateur SPS :

JPS CONTROLE ROUEN NORMANDIE Bâtiment St Exupéry 125 Avenue Edmund Halley 76800 ST ETIENNE DU
ROUVRAY ,

Monsieur DELAUNAY Fabrice, 07 71 92 24 82, fabrice.delaunay@jps-controle.fr

1.3.2. Liste des Organismes, Secours, Concessionnaires**DDETS :**

DDETS SEINE MARITIME 27 rue du 74ème Régiment d'Infanterie 76003 ROUEN CEDEX 1 , 02 76 27 71 01

CARSAT :

CARSAT NORMANDIE 5 Avenue du Grand Cours CS 36028 76028 ROUEN CEDEX 1 , 02 35 03 58 22

OPPBTP :

OPPBTP NORMANDIE 28 rue Martin Luther King immeuble La Marseillaise 14280 SAINT CONTEST , 02 31 44 23
61

1.3.3. Liste des Entreprises

2. CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

2.1.1. Contraintes et sujétions liées au site

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux seront exécutés à proximité de lieux habités et fréquentés. Prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.1.2. Piétons

Le chantier sera entièrement clos et interdit au public. Les zones piétonnes existantes seront condamnées afin d'éviter tout passage de personnes dans la zone de chantier. Des barrières de chantier assureront la fermeture de ces passages. Une signalétique adaptée sera mise en place pendant toute la durée des travaux.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.1.3. Etablissements en activité

Avertir les chefs d'établissements voisins des gênes momentanées causées et des dispositions à prendre (en accord avec le Maître d'Ouvrage), neutralisation de la zone de travail par des barrières efficaces, mise en place de circulations protégées.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.1.4. Réseaux existants, à conserver, à dévier, à consigner

Les réseaux à conserver, à dévier ou à consigner sont précisés dans le dossier de consultation et feront parties intégrantes du projet. Cette phase sera réalisée en priorité. L'Entreprise réalisant les travaux de consignation doit transmettre un PV de consignation au Maître d'Ouvrage, Maître d'Oeuvre et Coordonnateur SPS. Les salariés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AI PR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux), en cours de validité.

A la charge de : Entreprise concernée

Phasage : Durée du chantier

2.2. PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

2.2.1. Présence d'amiante sur l'existant

Le Maître d'Ouvrage est tenu, dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels (PGP) de rechercher la présence d'amiante et de communiquer tous les documents (DAAT, repérage avant démolition totale ou partielle) pour les bâtiments dont la réception de l'ouvrage est antérieur au 1er Juillet 1997, au Maître d'Oeuvre, aux Entreprises (DCE) et au CSPS. Ces rapports sont réalisés et adaptés à la nature de l'opération envisagée et à son périmètre.

Rapport de mission de repérage des matériaux contenant de l'amiante joint au DCE.

A la charge de : Maître d'ouvrage

Phasage : Durée du chantier

Le Maître d'Oeuvre est tenu de notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les Entreprises choisies sont titulaires d'une certification adaptée aux travaux réalisés (travaux sous-section 3 ou Interventions sous-section 4).

A la charge de : Maître d'oeuvre

Phasage : Durée du chantier

En cas de découverte de matériaux laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise avertira immédiatement la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires nécessaires.

Le Coordonnateur SPS sera informé de cette situation à risque.

La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.3. ACCÈS AU CHANTIER

2.3.1. Véhicules et personnel

Durant la phase de préparation de chantier, l'Entreprise devra mettre au point un plan de circulation qui sera soumis à l'approbation du MOA, du MOE, du CSPS.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

L'Entreprise aménagera les voiries provisoires d'accès au chantier ainsi que les voiries de circulation internes du

chantier. Les accès du personnel au chantier et aux cantonnements seront clairement indiqués sur les plans d'installation des chantiers.

Elle prendra toute disposition auprès des services concernés pour :

- La protection éventuelle des équipements existants.
- La dépose et / ou protection / le balisage des réseaux existants aériens et / ou souterrains. (Téléphone, électricité, éclairage public.).
- Les demandes d'autorisation d'emprise sur voirie, soit une interdiction de stationnement pendant toute la durée du chantier afin de permettre l'entrée et la sortie des véhicules (emprise à définir lors de l'établissement du plan des installations de chantier).

A la charge de : PREPARATION / INSTALLATION DE CHANTIER / DEMOLITION

Phasage : Durée du chantier

2.3.2. Points particuliers

Des zones de parking seront définies par l'Entreprise en concertation avec le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur SPS.

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne pourra se faire sur l'emprise de chantier.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.3.3. Fléchage - Signalétique d'accès

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place par l'Entreprise et chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra un plan d'accès.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.3.4. VRD préalables aux travaux

Le montant de l'opération étant supérieur à 760 000 EUR, les VRD préalables aux travaux à la charge du Maître de l'Ouvrage seront réalisés par les entreprises préalablement au commencement du chantier.

A la charge de : Maître d'ouvrage

Phasage : Durée du chantier

Les VRD primaires, aménagement de l'accès chantier, aménagement de l'accès aux installations de chantier, raccordement au réseau d'eau potable, évacuation des eaux usées et raccordement au réseau électrique seront réalisés par l'Entreprise.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.4. ORGANISATION DU CHANTIER

2.4.1. Dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées accèdent au chantier

Le Maître d'Ouvrage autorise à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :

- Les personnes appartenant à la Maîtrise d'Ouvrage et/ou à l'Assistance Maîtrise d'Ouvrage si elle existe, désignées pour participer à l'opération,
- Les personnes appartenant à la Maîtrise d'Oeuvre et Bureaux d'Etudes associés désignées pour l'opération,
- Les personnes appartenant aux Bureaux de Contrôle retenus par la Maîtrise d'Ouvrage,

- Les Coordonnateurs SPS de l'opération,
- Les salariés, y compris intérimaires, désignés par les Entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'Ouvrage et/ou sous-traitants déclarés,
- Les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention,
- Toutes autres personnes autorisées par le Maître d'Ouvrage dans le cadre de l'opération.

A la charge de : Maître d'ouvrage

Phasage : Durée du chantier

Chaque entreprise devra la remise au préalable à toute intervention de la liste des personnels devant pénétrer dans le chantier.

Cette liste devra être tenue à jour et transmise au MOE et CSPS, elle contiendra les noms des personnels concernés, leurs qualités (personnels de l'entreprise, intérimaires,?), le nom de l'entreprise pour laquelle ils interviennent.

Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, ou carte professionnelle.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locatiers, agents commerciaux, concessionnaires, ?) devront être accompagnés par l'entreprise concernée par leur intervention qui réalisera l'accueil de ces intervenants.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

Le Maître d'Ouvrage qui contracte avec un prestataire de services détachant des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail.

Pour cela, le Maître d'Ouvrage se fait remettre :

- Une copie de cette déclaration,
- Une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (Inspection du Travail notamment).

A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le Maître d'Ouvrage adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'Inspection du Travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.

A la charge de : Maître d'ouvrage

Phasage : Durée du chantier

Obligations de l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français :

- L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2,
- Adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation,
- Désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation.

A la charge de : Entreprise concernée

Phasage : Durée du chantier

2.4.2. Accueil des entreprises / Formation à la sécurité

L'employeur à l'obligation conformément aux dispositions de l'article R. 4425-6 du code du travail de former son personnel, y compris les salariés intérimaires, à la sécurité.

Cette formation comprend :

- Les risques pour la santé et les prescriptions en matière d'hygiène;
- Les précautions à prendre pour éviter l'exposition;
- Le port et l'utilisation des équipements et des vêtements de protection individuelle;
- Les modalités de tri, de collecte, de stockage, de transport et d'élimination des déchets;
- Les mesures à prendre pour prévenir ou pallier les incidents;
- La procédure à suivre en cas d'accident.

Ces informations sont à dispenser à l'ensemble du personnel arrivant sur le chantier ou qui change de poste ou de technique ainsi que l'ouvrier qui reprend son travail après un arrêt de 30 jours ou plus.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.4.3. Plan d'installation de chantier

En phase préparatoire l'Entreprise fournira son plan d'installation de chantier à soumettre à l'accord du Maître d'Ouvre et du Coordonnateur SPS. Sur le plan figureront notamment :

- L'accès du chantier,
- La zone des cantonnements et bureaux de chantier,
- Les entrées du bâtiment,
- Les voies de circulation piétons,
- Les zones de stationnement,
- Les zones de stockage,
- L'implantation des armoires de distribution électrique,
- Les points d'eau,
- La zone pour les bennes à déchets,
- Le balisage du chantier

A la charge de : PREPARATION / INSTALLATION DE CHANTIER / DEMOLITION

Phasage : Durée du chantier

2.4.4. Clôture de chantier

Dès l'acceptation du plan d'installation de chantier, l'Entreprise procédera à la mise en place des clôtures de chantier de type Héras à la périphérie du terrain. Les clôtures, suivant les impératifs ou contraintes liées au site, pourront être déplacées. Les clôtures de chantier sur l'emprise de la voirie devront obtenir l'accord des autorités compétentes. La clôture de chantier et le maintien en état de celle-ci est due par l'Entreprise.

A la charge de : Tous Corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.4.5. Panneau de Chantier

Dès l'ouverture du chantier, un panneau de chantier sera installé à l'endroit désigné par le Maître d'Ouvrage. Le dessin de ce panneau devra être agréé par le Maître d'Ouvrage. Il sera conforme à la charte graphique du "panneau type" du Maître d'Ouvrage et comportera les indications réglementaires nécessaires.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.4.6. Balisage et signalétique du chantier

L'Entreprise doit, pendant toute la durée du chantier, l'ensemble des signalétiques de balisage nécessaires au chantier. L'ensemble de la signalétique devra régulièrement être maintenue en état. Cette prestation comprend notamment :

- La signalisation des accès aux locaux base vie et salle de réunion,
- La signalétique d'accès aux sanitaires accessibles aux personnes du chantier,
- La signalétique d'accès aux vestiaires accessibles aux personnes du chantier,
- La signalisation d'interdiction de fumer dans les locaux,
- La signalisation d'interdiction d'accès au chantier par le public,
- Le balisage des circulations horizontales et verticales pour les personnes du chantier,
- La signalisation des circulations horizontales.

A la charge de : PREPARATION / INSTALLATION DE CHANTIER / DEMOLITION

Phasage : Durée du chantier

2.4.7. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Chaque Entreprise met en place des extincteurs adaptés aux postes de travail à point chaud.

Arrêt des travaux à point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables devront préalablement en informer le Maître d'Oeuvre, le Coordonnateur SPS. La nature et la fiche de sécurité de ces produits devront être joint au PPSPS de l'Entreprise. Les salariés présents doivent connaître le maniement des extincteurs.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.4.8. Risques liés à la coactivité T.C.E.

Des mesures seront établies par la Maîtrise d'Oeuvre en fonction du planning pour limiter les coactivités entre les corps d'état.

Ces mesures seront principalement :

- Le phasage des travaux par zone et par corps d'état
- La neutralisation de zone
- Le décalage de planning

L'ordonnancement des travaux s'organisera suivant le planning défini lors de la période de préparation en tenant compte des principes généraux de prévention.

Pendant la phase de travaux de désamiantage, le Maître d'Oeuvre est tenu d'organiser et planifier les tâches afin de garantir l'absence de coactivité/d'interférence dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres.

Pendant la phase de travaux de déplombage, le Maître d'Oeuvre est tenu d'organiser et planifier les tâches afin de garantir l'absence de coactivité/d'interférence dans les zones de travaux provoquant l'émission de vapeur ou poussières fines.

A la charge de : Maître d'oeuvre

Phasage : Durée du chantier

2.4.9. Interférences avec des activités d'exploitation sur le site, coactivité entre Entreprises de chantier et Entreprises Externes au chantier

Dans l'hypothèse où des services publics, ou Entreprises Extérieures, auraient à intervenir à l'intérieur du

chantier, les Entreprises devront collaborer à la mise en oeuvre d'une coordination et des moyens propres à prévenir les risques générés par ces interférences d'intervention.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.5. CANTONNEMENT

2.5.1. Dimensionnement et organisation

Les locaux existants pourront être aménagés, avec l'accord du Maître d'Ouvrage, pour les besoins du chantier.

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

Les installations collectives de chantier comprenant des sanitaires, un local vestiaires équipé de casiers métalliques et un local réfectoire équipé de tables et chaises, chauffe-gamelles, réfrigérateur, micro-ondes, chauffage etc, sont à la charge de l'Entreprise pour la durée du chantier et pour l'ensemble des intervenants. Celles-ci devront s'adapter et être dimensionnées en permanence à l'effectif présent sur le chantier.

Les installations comprennent une salle séparée pour les réunions de chantier organisées par le Maître d'Ouvre.

L'alimentation et le branchement électrique pour les installations dans la base vie de chantier sont assurés par l'Entreprise.

Les installations sont mises en place au démarrage du chantier. Elles seront prévues pour accueillir du personnel féminin.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.5.2. Entretien des installations du cantonnement

L'Entreprise assurera, dès le début du chantier et pour toute la durée, le nettoyage quotidien des WC, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau du chantier. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables.

A la charge de : PREPARATION / INSTALLATION DE CHANTIER / DEMOLITION

Phasage : Durée du chantier

2.5.3. Équipement et sécurité incendie

Des extincteurs seront mis en place en nombre suffisant dans les locaux cantonnements par l'Entreprise. Ils seront contrôlés périodiquement.

A la charge de : PREPARATION / INSTALLATION DE CHANTIER / DEMOLITION

Phasage : Durée du chantier

2.5.4. Hébergement

L'hébergement du personnel sur le chantier est interdit.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.6. ALIMENTATION EN ENERGIE ET FLUIDES

2.6.1. Installation électrique de chantier

L'électricité nécessaire sera fournie par la MOA.

La maintenance et l'entretien de ces installations doit être prévu pendant toute la durée du chantier.

A la charge de : Maître d'ouvrage

Phasage : Durée du chantier

L'éclairage et le niveau d'éclairement du poste de travail est à la charge de chaque Entreprise intervenante. Le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme aux prescriptions des règlements et normes en vigueur.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

2.6.2. Points d'eau

L'installation de points d'eau en nombre suffisant et adapté à l'ensemble des travaux sera prévue par la MOA.

A la charge de : Maître d'ouvrage

Phasage : Durée du chantier

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1. ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES

3.1.1. Accès

Les zones de circulation devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit, seul seront autorisés le véhicules de chantier et de société.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

3.1.2. Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par l'Entreprise. Le cheminement vers les locaux communs sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

A la charge de : PREPARATION / INSTALLATION DE CHANTIER / DEMOLITION

Phasage : Durée du chantier

3.1.3. Circulations Horizontales et verticales

L'Entreprise doit mettre en place des moyens de circulation adaptés permettant d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur.

Les passerelles, plateformes, planchers construits en conformité avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables, sont dimensionnés, installés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute.

Ils seront équipés de dispositifs de protections collectives contre les chutes de hauteur et garantiront l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre de porter rapidement secours à toute personne en difficulté (passage d'un brancard) et d'assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.

A la charge de : PREPARATION / INSTALLATION DE CHANTIER / DEMOLITION

Phasage : Durée du chantier

Les circulations, cheminements, sorties de secours et accès doivent être libérés de tous matériaux, matériels ou débris de manière à éviter toutes chutes de plain-pied.

L'ensemble des trémies créées par la dépose de gaines ou autres équipements seront fermées par des platelages fixés mécaniquement.

Pour permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

3.2. MANUTENTIONS ET APPROVISIONNEMENT

3.2.1. Utilisation d'engins de levage

Tout équipement de travail démontable ou mobile servant au levage de charges doit être utilisé de manière à garantir la stabilité de celui-ci durant son emploi dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.

Les salariés chargés de la conduite des engins devront être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par le Chef d'Entreprise concernée et seront titulaires de l'attestation de formation correspondante au type de machine conduite, ces documents sont tenus à disposition sur le chantier. Les salariés en charge de l'élingage sont formés et habilités.

Les mesures seront prises et les consignes données concernant les distances limites de voisinages afin que aucun organe des équipements de travail servant au levage ainsi que les charges suspendues ne puissent entrer en contact direct ou provoquer un amorçage avec des installations électriques existantes.

A la charge de : Entreprise concernée

Phasage : Durée du chantier

3.2.2. Moyen de levage propre à chaque lot

La mutualisation des moyens de levage doit être recherchée tout au long de l'exécution des travaux.

Néanmoins, le cas échéant, chaque entreprise utilisera des moyens de levage propres. L'emprise, le planning d'utilisation et le mode opératoire de ces équipements seront soumis à l'approbation du Coordonnateur SPS. Les salariés chargés de la conduite des engins de levage devront être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par le Chef d'Entreprise concernée, et tenus à disposition sur le chantier. Ils seront titulaires de l'attestation de formation correspondante au type de machine conduite.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

3.2.3. Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément à la réglementation, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au Coordonnateur SPS et disponibles sur le chantier ou sur l'appareil. Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc...) doivent être :

- Compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- Comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- Périodiquement vérifiées.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

3.2.4. Manutentions manuelles des charges

La manutention mécanique sera toujours priorisée à la manutention manuelle.

Des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés qui sont essentiellement des équipements mécaniques de manutention.
Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

3.3. LIVRAISON ET STOCKAGE DES MATERIAUX

3.3.1. Généralités

L'Entreprise doit l'entretien et le maintien en état des voiries d'accès stabilisées exemptes d'obstacles et des zones de stationnement pour les véhicules de livraison.

Les zones de stockage des matériaux seront délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux par l'Entreprise.

Les zones de déchargement doivent être balisées et signalées afin d'interdire toute autre activité dans celles-ci.

Suivant la Recommandation R476 chaque Entreprise renseigne le Document d'Harmonisation et Organisation des Livraisons, et l'intègre à son PPSPS.

Celles-ci doivent transmettre, avant chaque livraison, leur DHOL actualisé à leurs fournisseurs.

Les entreprises doivent formuler leurs besoins en surface de stockage de matériaux sur le chantier.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

3.4. GESTION DES DECHETS ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

3.4.1. Schéma d'Organisation et Gestion de Déchets (SOGED)

L'entreprise établit durant la période de préparation du chantier (avant le début des travaux) son SOGED traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Le SOGED est mis au point par l'entreprise en concertation avec les différents acteurs du chantier.

Il est soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Oeuvre durant la phase de préparation du chantier.

Au travers du SOGED, l'entreprise s'engage sur :

- Le tri sur le site des différents déchets de chantier,
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations etc.),
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
- L'information, en phase travaux, du Maître d'Oeuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité,
- Les moyens matériels et humains mis en oeuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.

A la charge de : Entreprise concernée

Phasage : Durée du chantier

3.4.2. Nettoyage et évacuation des déchets

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier.

En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

Chaque entreprise sera responsable de l'évacuation de l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

L'Entreprise mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier :

- Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment,),
- Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés,
- Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centres de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette).

Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire.

Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes

A la charge de : Tous corps d'état
Phasage : Durée du chantier

3.4.3. Matières et substances dangereuses

Le traitement de déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés aux centres de classe 1 (bois traités, pinceaux souillés, peinture, ...). Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique. Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

A la charge de : Entreprise concernée
Phasage : Durée du chantier

3.4.4. Déchets, décombres, gravats à risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb, ...) seront conditionnés de manière étanche, avec l'étiquetage réglementaire, et doivent être évacués à mesure de la production sur une zone sécurisée (dépôt). Cette zone doit comporter une signalisation spécifique, un barriérage interdisant l'accès et un bâchage ou une zone couverte pour protéger les emballages des intempéries.

Les déchets d'amiante friable ou non friable devront être évacués vers un centre de traitement des déchets de classe 1 ou 3 suivant décret n° 2006-761 du 30 juin 2006, articles R. 4412-111 à 113 du code du travail. Un bordereau de suivi des déchets amiantés est établi par le Maître d'Ouvrage en collaboration avec l'entreprise de retrait intervenante.

A la charge de : Entreprise concernée
Phasage : Durée du chantier

3.4.5. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Oeuvre pourront faire procéder par une Entreprise du chantier ou extérieure au nettoyage qu'ils jugeraient nécessaires et aux frais de l'Entreprise défaillante.

A la charge de : Tous corps d'état
Phasage : Durée du chantier

3.5. PROTECTIONS COLLECTIVES

3.5.1. Généralités

La mise en oeuvre de protection collective doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les protections, qu'elles soient définitives ou provisoires, puissent servir de moyen principal de protection contre les chutes de hauteur aux intervenants sur le chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective devront être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois le dispositif mis en place.

L'Entreprise aura à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives. Celles-ci seront étudiées avec le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés. Le matériel destiné aux protections collectives sera adapté, identifié et exclusivement réservé à cet usage. (Couleur distincte). Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précisera le type de matériel proposé.

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

Les Entreprises complèteront les protections prévues pour chaque poste de travail selon les modes opératoires retenues, en le précisant dans son PPSPS ou pourra proposer des dispositions au moins équivalentes.

Les modifications devront être soumises au Coordonnateur SPS et feront l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

En tout état de cause, les offres des entreprises prévoiront le maintien en place des protections collectives existantes et de celles qu'elle a obligation d'installer pour ses travaux (ou pour ses sous-traitants) et ce, jusqu'à la fin du projet.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

3.5.2. Déplacement des protections collectives

Au cas où une tâche nécessiterait le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'Entreprise (ou son sous-traitant) devra présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les Entreprises devront installer, en suivant la progression de leurs travaux, des protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

3.5.3. Mesure en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une Entreprise, pour l'établissement de protections collectives tel qu'il est défini, et dont l'absence est de nature à causer un risque pour les autres Entreprises, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Oeuvre le mettront en demeure de pallier ce non-respect des règles de sécurité dans l'heure qui suit le constat. En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Oeuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre Entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

3.6.1. Travaux superposés

Le phasage des travaux est réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Avant de réaliser des travaux en hauteur, les Entreprises interdiront toute circulation de personnes en dessous et à l'aplomb des postes de travail. Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place puis la maintenance d'un dispositif physique et rigides.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

3.6.2. Travail en Hauteur

Suivant le décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 et l'article R. 4323-63, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

3.6.3. Echafaudage

Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage doivent être effectués sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Il convient de privilégier les échafaudages de type MDS. Après montage, l'échafaudage doit être réceptionné par une personne compétente, le procès-verbal de réception sera affiché sur l'échafaudage et une copie sera diffusée au Coordonnateur SPS. Le panneau de réception sera fixé sur l'échafaudage, mentionnant les conditions d'utilisation et interdisant l'accès aux personnes et aux Entreprises non autorisées.

A la charge de : Entreprise concernée

Phasage : Durée du chantier

3.6.4. Travaux de démolition

Les dispositions à prendre devront être énoncées dans le PPSPS. Ces dispositions devront définir les conditions et les moyens d'intervention tels que :

- L'ordre d'intervention,
- Les étalements et renforts,
- Les protections collectives et individuelles,
- La répartition de charge des gravats et leur mode d'évacuation,
- Les matériels de démolition (mécaniques ou manuels) et leurs risques,
- La délimitation des périmètres de sécurité et la surveillance des équipes,
- Mesures d'urgences et d'évacuation.

Tous les travaux de démolition supposent la succession d'opérations élémentaires pouvant être regroupées dans les phases suivantes :

- Étude préalable, diagnostic de l'existant,
- Préparation du chantier,
- Démontage, dépose,
- Tri primaire,
- Démolition proprement dite,
- Tri secondaire,
- Déblaiement et évacuation des produits de démolition.

Chaque procédé présente des risques spécifiques, cependant, d'une façon générale, le personnel exécutant des travaux de démolition est exposé principalement aux risques suivants :

- Chute de hauteur,
- Chute de plain-pied et blessures aux pieds,
- Effondrement non contrôlé de tout ou partie de la construction,
- Chute et projection de matériaux,
- Dommages,
- Blessures résultant de l'utilisation du matériel, des engins et véhicules,
- Blessures dues à la manutention de charges,
- Nuisances dues au bruit, à la poussière.

L'Entreprise doit prendre les mesures nécessaires pour limiter la dispersion des poussières, un arrosage adapté à l'abattage des poussières sera mis en place suivant les besoins.

A la charge de : PREPARATION / INSTALLATION DE CHANTIER / DEMOLITION

Phasage : Durée du chantier

4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

4.1. RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à proximité de site occupés et en activité nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du Maître d'Oeuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux personnels notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

4.2. EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES

Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.

Lorsque d'autres opérations sont prévues et qu'elles sont susceptibles d'interférer avec le chantier, les informations relatives à ces opérations devront être portées à la connaissance du Coordonnateur SPS et du Maître d'oeuvre par le Maître d'Ouvrage.

Les conclusions des réunions de concertations entre Maître d'Ouvrage seront transmises au Coordonnateur SPS qui informera les entreprises des mesures de coordination correspondantes.

A la charge de : Maître d'ouvrage

Phasage : Durée du chantier

4.3. SITE EN EXPLOITATION

4.3.1. Utilisation partielle des ouvrages par l'exploitant

Les Entreprises prendront les dispositions nécessaires à l'identification de la zone de travail par la mise en oeuvre d'une signalisation et balisage efficace, procéderont à la mise en place de circulations protégées et dégagées, libres de tous stockages, nettoyées autant que nécessaire.

Les entreprises prendront les dispositions suivantes :

- Etude des modes opératoires de mises en oeuvre appropriés aux risques liés à ces présences :

Chute de matériaux, d'objets, bruits, poussières, éventuellement avertir les chefs d'établissements des gênes momentanées causées et des dispositions à prendre (en accord avec le Maître d'Ouvrage).

Neutralisation de la zone de travail par des barrières efficaces, mise en place de circulations protégées, les circulations seront dégagées, libres de tous stockages, nettoyées autant que nécessaire.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

4.3.2. Risque incendie

Le responsable technique du site pourra demander s'il le souhaite l'établissement d'un permis de feu en particulier pour tout travail de soudage, utilisation de matériel provoquant des étincelles ou travaux par point chaud.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

4.3.3. Evacuation des personnes en cas incendie

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement, le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis. Dans les E.R.P en activité, le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers et la circulation des personnes.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

5.1. SUIVANT ARTICLE R. 4532-6 DU CODE DU TRAVAIL

Afin notamment d'assurer au Coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le Maître d'Ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le Coordonnateur SPS. Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

5.2. ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Obligations de l'Entrepreneur désigné par le Maître de l'Ouvrage :

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention (art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1) en phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves.
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CRAM et OPPBTP (pour le lot Gros Oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au Coordonnateur SPS ou au Maître d'Ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage, (art. L. 4532-9, R. 45732-57 à 76) ;
- Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Art. L.4531-1 à L. 4531-18).
- Viser le registre journal de la Coordination SPS et lever les observations ou répondre aux notifications du Coordonnateur SPS (art. L.4531-1 à L. 4531-18) ; Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la

finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux (art. R. 4532-38).

- Participer à toutes réunions organisées par le Coordonnateur SPS.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

5.3. PGC

En application des Articles R. 4532-47 et 48 du code du travail, Le Plan Général de Coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. A partir de l'analyse des PPSPS, le Coordonnateur SPS, en accord avec le Maître d'Oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS. S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le Coordonnateur SPS, diffusée aux intervenants du chantier et consignée sur le registre journal de la coordination. Cette mise à jour est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de Coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1ère catégorie).

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

5.4. INSPECTION COMMUNE (IC)

En application de l'article R. 4532-13 du code du travail, le Coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toutes les Entreprises, quelles que soient leur rang, préalablement à l'élaboration de leurs PPSPS et leurs interventions sur le chantier pour les autres Entreprises.

L'Entreprise demandera au Coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site. Au cours de cette visite d'inspection commune, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette Entreprise s'apprête à exécuter :

- Les consignes à observer et à transmettre,
- Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est consignée sur le registre journal de la Coordination SPS.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

5.5. PPSPS

Les Entreprises exécutant des travaux ont l'obligation de rédiger avant toute intervention sur le chantier après avoir effectué la visite d'inspection commune, avec le Coordonnateur SPS (articles L. 4532-8 et L. 4532-9 du code du travail). L'objectif du PPSPS est d'évaluer les risques et d'écrire les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

5.6. DECLARATION DE SOUS-TRAITANT

Chaque entreprise ayant recours à la sous-traitance devra déclarer ses sous-traitants au maître d'ouvrage et leur fournir un P.G.C. Les sous-traitants devront réaliser une Inspection Commune et transmettre leur P.P.S.P.S.

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise tels que livreurs, grues mobiles, etc, devront :

- leur transmettre les informations qui les concernent du présent plan général de coordination,
- leur transmettre un exemplaire de leur P.P.S.P.S,

- indiquer dans leur P.P.S.P.S. le recours à ces prestataires et traiter des risques inhérents à leurs interventions,
- informer le coordonnateur S.P.S. du recours à ces prestataires,
- accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

Toute entreprise n'ayant satisfait à ces obligations sera contrainte de quitter le chantier.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

5.7. TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier (articles R. 4535-1 et 4535-2 du code du travail).

Les autoentrepreneurs devront faire l'objet d'une déclaration de sous-traitance accepté par le MO avant intervention sur le chantier.

Les autoentrepreneurs interviennent sur le chantier sous la responsabilité de l'entreprise mandataire qui fera un accueil sécurité et transmettra le PPSPS de l'entreprise à l'autoentrepreneur.

L'autoentrepreneur devra être en possession d'une Attestation d'assurance professionnelle et avoir les attestations professionnelles adaptées aux travaux à réaliser (aptitudes au travail en hauteur, conduite d'engins, etc).

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

6. MOYEN DE SECOURS

6.1. ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs. Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier. Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS: tél. 18 ou SAMU: tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112 en donnant les informations suivantes :

- ICI CHANTIER, à , AU N° DE TEL.
- RÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
- SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
- DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
- FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS
- NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, FAITES REPETER LE MESSAGE
- Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.
- L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier ou téléphone portable, l'affichette OPPBTP « EN CAS D'ACCIDENT ».

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

6.2. SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20). Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail. Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

6.3. MATERIELS DE SECOURS

Chaque Entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.

Une trousse de secours commune sera laissée dans la salle de réunion de la base vie de chantier.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

6.4. DECLARATION EN CAS D'ACCIDENT OU INCIDENT

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Oeuvre et au Coordonnateur SPS.

A la charge de : Tous corps d'état

Phasage : Durée du chantier

7. LISTE DES ANNEXES

Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons (D.H.O.L.)

DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS (D.H.O.L.)

MARCHÉ 202110072 - ROUEN - RÉAMÉNAGEMENT DIRECTION RÉGIONALE RUE JEANNE D'ARC

COORDONNATEUR SPS	VERSION	DATE
Fabrice DELAUNAY	1	30/06/2024

INFORMATIONS ADMINISTRATIVES CHANTIER			
Adresse chantier (accès livraisons) :	7bis , rue Jeanne d'Arc 76000 ROUEN		
Coordonnées GPS :		Quai de déchargement :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Contraintes horaires de livraison :	Pas de contraintes horaires particulière.		
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS) :	Non défini à ce jour.		
Autres renseignements utiles :	Présence obligatoire de la personne destinatrice de la livraison.		

INFORMATION ADMINISTRATIVES ENTREPRISE			
Nom et Adresse de l'Entreprise			
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons :			
Présence chef de manœuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement du camion :	<input type="checkbox"/> Distance (m) : <input type="checkbox"/> Hauteur (m) : <input type="checkbox"/> Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant) :		
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur :		
Autres renseignements utiles :			

MESURE DE PREVENTION GENERALE CHANTIER POUR LA LIVRAISON			
Accès	Cf. Plan d'Installation de Chantier	Voie de circulation	Cf. Plan d'Installation de Chantier
Accès installation sanitaire base vie	Cf. Plan d'Installation de Chantier	Zone de stockage	Cf. Plan d'Installation de Chantier
Points sensibles dans l'emprise chantier	Cf. Plan d'Installation de Chantier	Points sensibles en périphérie chantier	Cf. Plan d'Installation de Chantier
Dimension des aires de stockage	Cf. Plan d'Installation de Chantier	Hauteur à respecter	Cf. Plan d'Installation de Chantier
Nature du terrain	Cf. Plan d'Installation de Chantier	Charges admissibles	Cf. Plan d'Installation de Chantier